

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Location et blanchissage de vêtements de travail et de linges plats du site de Maisons-Alfort

Cahier des Clauses Particulières

Marché public n° S732024

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
I - PRESENTATION DU MARCHE.....	3
A. LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
B. OBJET DU MARCHE.....	3
C. IDENTIFICATION DES PARTIES.....	3
D. FORME DU MARCHE.....	3
E. DECOMPOSITION EN LOTS.....	3
F. DUREE DU MARCHE.....	3
G. SOUS-TRAITANCE.....	4
II - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
A. PIECES PARTICULIERES.....	4
B. PIECES GENERALES.....	4
III - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
A. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
B. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....	5
C. GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE.....	9
D. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	9
IV - VERIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	9
A. OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	9
B. ADMISSION ET AJOURNEMENT.....	9
C. CLAUSE DE REEXAMEN.....	10
V – INVENTAIRES ET MODALITES D'INDEMNISATION DU TITULAIRE.....	10
VI– AVANCE.....	10
VII - PRIX DU MARCHE.....	11
A. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	11
B. VARIATIONS DANS LES PRIX.....	11
VIII - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	11
A. ACOMPTE.....	11
B. FACTURATION.....	11
LORSQUE L'ENVÀ DECIDE DE NE PAS RENOUVELER LE MARCHE AU-DELA DE SA DATE ANNIVERSAIRE ET SEULEMENT POUR LES VETEMENTS DE TRAVAIL AFFECTES DU LOGO DE L'ENVÀ, LE TITULAIRE EST INDEMNISE EN TENANT COMPTE DE LA VALEUR DE REFERENCE HT UNITAIRE, REVISEE LE CAS ECHEANT, INDIQUEE PAR LE TITULAIRE POUR CHAQUE ARTICLE TEXTILE DANS L'ACTE D'ENGAGEMENT A LAQUELLE ON APPLIQUE LE POURCENTAGE CORRESPONDANT AU BAREME DEGRESSIF D'IMPUTATION INDIQUE CI-DESSUS.....	12
C. MODE DE PAIEMENT.....	12
D. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	13
E. INTERETS MORATOIRES.....	13
IX PENALITES ET ABSENCE DE REALISATION DE LA PRESTATION.....	13
X – ASSURANCES.....	13
XI - RESILATION DU MARCHE.....	13
XII- DROIT ET LANGUE.....	14
XIII - DEROGATIONS AU CCAG FCS.....	14

I - PRESENTATION DU MARCHÉ

A. LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche sous la tutelle du Ministère chargé de l'Agriculture.

Le marché concerne le site de Maisons-Alfort qui est situé au 7 avenue du général de Gaulle, 94700 Maisons-Alfort. L'EnvA se compose de 300 agents à habiller pour des besoins diverses dont une très grande partie pour des activités vétérinaires auprès d'animaux de compagnie (chats, canidés, rongeurs...) et d'activités vétérinaires d'animaux de productions (ovins, bovins..) qui sont réalisées à l'Ecole ou bien auprès d'exploitations franciliennes. Un point est porté sur la facilité d'avoir des tenues qui puissent être facile à enlever et à porter. Par ailleurs l'EnvA habille ses agents en laboratoires et dans les activités de d'hygiène et de sécurité dans la prévention des risques chimiques et biologiques.

Notez que le roulement annuel des agents au sein du Chuv-Animaux de compagnie est de 30 à 50 par an au moment de l'été et le roulement annuel des agents du Chuv-Animaux de Production est de 5 à 6 personnels.

L'EnvA est propriétaire de l'intégralité des casiers dédiés au rangement des affaires de linge.

B. OBJET DU MARCHÉ

Dispositions d'ordre général

Le présent marché a pour objet la location, le nettoyage, la collecte et livraison, la réparation et le remplacement d'articles textiles neufs notamment de linges plats et vêtements de travail pliés ainsi que la fourniture d'armoire visant au rangement de ces vêtements de travail pliés. Les vêtements de travail pliés sont livrés sous films plastiques.

La dotation en vêtement de travail concerne principalement des personnels exerçant leurs activités en milieu hospitalier vétérinaire, en laboratoires d'analyses, de recherche et d'enseignement. Ces vêtements de travail doivent permettre d'exercer des missions ponctuelle en exploitation agricole.

Le titulaire du marché apporte, grâce à ses connaissances professionnelles, une prestation de conseils, toutes les fois que cela est possible et nécessaire, afin de garantir la meilleure qualité et efficacité possible.

C. IDENTIFICATION DES PARTIES

Au sens du présent document :

- Le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, qui conclut le marché avec son titulaire ;
- L'EnvA est représentée par le directeur de l'Etablissement ;
- Le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec la personne publique.

D. FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure formalisée prévue aux articles R2124-1 à R2124-6 du code de la commande publique. Cet accord cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément à l'article L2125-1 et aux articles R 2162-13 et R 2162-14 du code précité.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Il sera exécuté sans minimum et pour un montant de 320 000 € HT sur la durée maximum du marché.

E. DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent marché

Le marché n'est pas alloti, il concerne uniquement le site de Maisons-Alfort.

F. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à la date de notification du marché. Il est conclu pour une durée ferme d'une année (1) et est renouvelable par reconduction tacite pour des périodes supplémentaires d'un an, sa durée totale ne pouvant excéder 4 ans.

En cas de reconduction, les caractéristiques du marché restent inchangées. Le titulaire est informé de la décision de l'EnvA de ne pas reconduire le marché, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de deux mois avant la date anniversaire du marché.

G. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est tenu de déclarer les prestations relatives au marché qu'il entend sous-traiter. Le recours à la sous-traitance nécessite l'autorisation expresse et préalable du directeur de l'EnvA. A cette fin, le candidat doit remplir le formulaire DC4 et respecter les procédures prévues par le code de la commande publique en la matière.

II - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

A. PIECES PARTICULIERES

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante et prévalant les uns contre les autres :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière le BPU et ou DQE,
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, et ses annexes.
- Les annexes :
 - Annexe 1 Composition Dotation linge EnvA¹
 - Annexe 2 Equipements Points lingerie ²
 - Annexe 3 Plan Localisation Pts Lingerie EnvA
- Les documents fournis par le titulaire à l'appui de son offre, incluant notamment le mémoire technique produit par le titulaire relatif aux moyens et modalités de mise en œuvre de la prestation.

B. PIECES GENERALES

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

III - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

A. DISPOSITIONS GENERALES

A. Prestation principale

Le titulaire s'engage à assurer l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Il s'agit d'une part des prestations principales telles que la location de vêtements de travail et de linges plats neufs.

Il s'agit d'autre part du blanchissage et de la réparation du linge abîmé. La prestation de nettoyage comprend également les articles textiles dont l'EnvA est propriétaire (le BPU indiquera le coût d'une prestation pour un blanchissage qui comprendra la solution de suivi du linge possédé par l'EnvA). La prestation comprend également le ramassage périodique et la livraison de vêtements propres sur le site de l'Ecole.

B. Prestation stockage et de distribution

La fourniture de casiers adaptés pour le rangement des vêtements de travail pliés. De même, le titulaire fournit des casiers susceptibles de recevoir, d'une part, les sacs de ramassage de linges sales et, d'autre part, des sacs de ramassage de linges faisant l'objet de demande de travaux de couture. Ces casiers sont munis d'un dispositif de fermeture. En cas de dysfonctionnement du dispositif de fermeture, la réparation doit être effectuée dans la semaine

¹ Annexe indiquant le nombre de porteurs par services ainsi que le nombre de tenues prévisionnelles souhaitées pour habiller les personnes conformément aux règles de change de l'EnvA.

² Cette annexe rassemble le nombre de porteur par bâtiments, différencié en différents services avec le nombre exact de porteurs et de pièces de linges prévisionnelles à changer. les différents besoins en terme de casiers de dépôts de linge (sale ou à recoudre). Il détaille aussi la capacité organisationnelle des bâtiments

suivant le signalement. Le pouvoir adjudicateur peut, en cours de marché, demander le changement de type et de nombre de casiers. Pour déterminer le nombre de casiers nécessaires, le soumissionnaire peut s'appuyer sur l'annexe 3 du CCP.

Des chariots permettant la manutention et le transport de linge propre et de linge sale de manière cloisonnée sont fournis par le titulaire en nombre suffisant.

C. Prestation de marquage du linge (personnalisation)

Pour les vêtements de travail nominatif, la personnalisation pérenne d'identification des articles textiles loués ou en possession de l'EnvA comprend le logo de l'EnvA ainsi que des étiquettes (impression monochrome) comportant l'identification de l'établissement, du service, le nom du porteur et le numéro de la pièce de linge. La liste des différents porteurs nominatif est communiquée au titulaire.

Pour les vêtements de travail non nominatif, le linge comprend seulement le logo de l'EnvA. Les quantités et les tailles sont transmises au titulaire.

Pour les vêtements de travail possédés par les utilisateurs, le linge comprendra le logo de l'EnvA (voir BPU).

B. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Variante exigée solution de stockage et distribution du linge

Dans le cadre de la passation du marché, le prestataire propose une solution alliant modernité et efficacité afin de gérer les flux de linge s'agissant du stockage, de la distribution et de la reprise du linge.

Cette variante constitue un procédé d'exécution différent de celui qui est décrit au III A 2 du présent CCP

Le dispositif devra permettre la traçabilité des pièces de linges distribuées et reprises. Le titulaire présentera dans son offre les éléments suivants :

1. Exigences techniques :

- Le nombre d'armoires électriques proposées.
- Les dimensions des armoires électriques.
- Gestion du linge nominatif et non nominatif.
- La technologie utilisée pour la lecture et l'utilisation du linge par les utilisateurs, en précisant en quoi elle répond aux besoins de l'EnvA.
- Les dimensions des salles destinées à accueillir les casiers de distribution automatique du linge.

2. Maintenance curative proposée dans le coût de la prestation :

- Le type de maintenance proposée .
- Les modalités d'assistance technique pour la maintenance.
- Le coût de la maintenance préventive inclus dans la location
- Cette maintenance inclus
 - o Une assistance technique à distance (en continu)
 - o Une inspection visuelle générale
 - o Un test de bon fonctionnement
 - o Un entretien des pièces (dans la mesure du possible et à indiquer dans le mémoire technique)
 - o Un nettoyage approfondi
 - o Une mise à jour des logiciels

3. Prix et délais :

- o Le prix des armoires électriques, indiqué dans le Bordereau des prix unitaires (BPU), pour une location d'un mois des casiers.
- o Le délai d'installation des armoires électriques.

Constitution et évolution du stock initial

La liste et le nombre des vêtements de travail et de linges plats à louer figurent en annexe 1.

Les vêtements de travail indiqués en annexe 1 (blouses et tuniques pour les laboratoires et hôpitaux) doivent être en polycoton blanc et légère à porter.. Il sera fait mention des dimensions et des couleurs du linge pour les linges portés et non-portés par le candidat dans son mémoire technique.

Le tissu proposé doit autoriser un nettoyage à haute fréquence, ne pas être froissable, un tissu solide et qui puisse être compacte. Le candidat présentera dans son mémoire technique la qualité des tenues. Une tenue du titulaire réceptionnée par le pouvoir adjudicateur qui présentera des défauts sera automatiquement renvoyé au titulaire pour changement.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les vêtements peuvent être souillés par des tâches de sang, d'urines ou excréments d'animaux. Une attention particulière devra être apportée par le titulaire pour le linge à risque de biocontamination. Le titulaire doit appliquer dans ce genre de cas la méthode RABC (Risque Analysis and Biocontamination Control°) c'est-à-dire l'analyse du risque et la maîtrise de la biocontamination. Elle découle de la norme NF EN 14065 concernant le traitement des textiles et la maîtrise de l'hygiène mise à jour en décembre 2016. Le titulaire établit une proposition d'articles qui correspondent au besoin et en indique le prix dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement ainsi que sa valeur de référence. L'ensemble des vêtements de travail et du linge plat livrés au début du marché constituent le stock initial. Ce dernier peut évoluer en fonction des départs et des arrivées des différents porteurs. L'estimation du nombre d'agents à doter est donnée au soumissionnaire, à titre indicatif, et ne comporte aucun engagement contractuel.

Le soumissionnaire fournit par ailleurs une fiche technique des vêtements de travail qui font l'objet de la location.

En cours de marché, la dotation neuve d'un nouveau porteur doit être disponible dans un délai maximum de 6 semaines à compter de la demande de l'EnvA. Les demandes de nouvelles dotations en articles textiles se font exclusivement à la demande de la personne publique adressée au référent nommé par le titulaire.

En cas de départ définitif d'un porteur en cours de marché, la totalité des vêtements de travail qui lui étaient affectés sont restituées au titulaire qui les retire du stock. Le référent du marché représentant l'EnvA informe le titulaire de chaque départ définitif, par courriel, en indiquant la date de départ et l'identifiant du porteur partant. Dès réception par le titulaire, ce dernier doit accuser réception, par courriel, de la réception et du retrait du linge. La cessation de la facturation débute le jour de la restitution au titulaire de l'ensemble des articles concernés.

En cours de marché, Le titulaire doit fournir sur simple demande, une copie sous format excel non verrouillé, de la dotation de vêtements de travail et de linges plats dans un délai de 48 heures à compter de la demande.

Extranet et suivi électronique

Le titulaire devra disposer d'un logiciel extranet ergonomique capable d'interagir avec 7 utilisateurs différents (demande de dotation, restitution, travaux de couture, fichiers linge de chaque service, inventaires hebdomadaires des mouvements du linge départ sale et livraison propre, gestion des réclamations suivi par les utilisateurs et le titulaire du marché). Le candidat devra fournir dans son mémoire technique les interfaces et facilités d'utilisation de l'extranet.

De plus le titulaire devra assurer une formation à sa charge pour le référent et les utilisateurs du marché.

Gestion des commandes :

Cette gestion électronique doit permettre le suivi des commandes du dépôt du bon de commande à la livraison effective de la pièce commandée.

Gestion des réclamations :

Cet outil permet la constitution de réclamations et le suivi du traitement de ces dernières. Ainsi l'outil devra horodater le dépôt, la prise en charge et le traitement des réclamations. Le titulaire devra assurer une réponse aux réclamations sous 24 H.

Traçabilité et marquage des vêtements :

Pour les vêtements nominatifs, un fichier des agents sera transmis au prestataire dès le début d'exécution du marché. Le prestataire devra assurer pour chaque vêtement, un marquage. Ce marquage comportera obligatoirement les informations suivantes : ENVA, Taille, LOGO et service, nom du porteur et sa taille.

Pour les vêtements non nominatifs, le marquage contient ENVA, le logo, le service et la taille.

Le titulaire devra dans son offre garantir à l'EnvA un système de traçabilité hebdomadaire des vêtements (départ sale au lavage et retour propre). Ce système vise notamment à garantir le principe du contradictoire.

Le titulaire devra détailler la méthode de traçabilité électronique continu de son linge dans le mémoire technique et les solutions prévues en cas de perte de linge afin de gérer les flux de manière optimale. Cette traçabilité doit être hebdomadaire et concerne le linge propre et sale.

Essayage et fabrication des articles textiles

Dès l'information au candidat qu'il est titulaire pressenti, il est accordé à ce dernier un délai d'une semaine pour programmer une ou plusieurs sessions d'essayage pour les vêtements de travail. A cette fin, il est communiqué au titulaire la liste détaillée des différents porteurs. Au terme de cette semaine d'essayage, le titulaire dispose d'un délai maximum de 3 mois pour livrer **la dotation initiale complète des vêtements de travail et linges plats**.

Ce délai peut être évidemment inférieur.

Le soumissionnaire doit préciser dans l'acte d'engagement les délais de livraison de la dotation initiale.

Cas de changement de fournisseur en cours de marché

Le pouvoir adjudicateur devra disposer en amont d'un échantillon de chaque nouveau fournisseur par le titulaire. Il sera prévenu au moins 3 semaines à l'avance

Nettoyage et réparation des articles textiles

S'agissant du nettoyage des articles textiles, le titulaire doit suivre les fiches techniques de nettoyage des fabricants pour les différents types de vêtements de travail. Par ailleurs, le nettoyage des articles textiles peut consister en :

- Un nettoyage professionnel qui ne peut s'appliquer qu'aux seuls articles pour lesquels un traitement en milieu aqueux détergent est possible ;
- Un nettoyage professionnel à sec qui ne peut s'appliquer qu'aux seuls articles pour lesquels un traitement en milieu solvant est possible.

Le soumissionnaire indique, de manière détaillée dans le mémoire technique, les différentes techniques de nettoyage qui sont appliquées.

Des travaux d'entretien et de réparation du linge doivent être assurés lors du cycle de nettoyage où à la demande (reprise d'une déchirure ou d'une fermeture éclair, recoudre un bouton, effectuer le changement d'une fermeture éclair ou d'une pression et découdre ou recoudre un ourlet...) dans un délai maximum de 2 semaines.

Une fiche « travaux de couture », dont le titulaire fournit un modèle, est agrafée au vêtement concerné qui sera déposé dans un des casiers prévus à cet effet.

Dans le cas où un vêtement de travail serait devenu inadapté à son usage (trop usé, trop taché...) au cours de la première année du marché, le titulaire le signale au référent du marché représentant l'EnvA. Ce vêtement est livré à part afin que l'EnvA puisse juger de son état. Si le vêtement de travail est jugé inadapté, il est demandé son remplacement dans les conditions définies au IV-B ci-dessous. Au-delà de la période d'un an, le remplacement à neuf est effectué automatiquement par le titulaire et à ses frais.

Collecte des articles textiles sales et livraison des articles textiles propres

Les articles textiles sales sont rassemblés à chaque point de collecte/livraison (cf. annexe 2) par le soin des différents gestionnaires « linge » des services. Ces articles sont récupérés par le titulaire dans des sacs de ramassage de linges qu'il met à disposition de l'EnvA et renouvelle après chaque collecte.

En cas de réparation(s) à effectuer, une fiche « travaux de couture », dont le titulaire fournit un modèle, est agrafée au vêtement concerné. Les vêtements concernés seront mis dans des casiers prévus à cet effet.

La manutention et le chargement des articles textiles collectés sont à la charge exclusive du titulaire.

La livraison du linge propre est réalisée pliés et triés par département ou service ou par département, ou service et par porteur dans les armoires prévues à cet effet sur chacun des points de livraison

Le déchargement et la manutention des articles textiles propres sont à la charge exclusive du titulaire.

La livraison des articles textiles propres est effectuée une semaine après sa collecte.

Le transport doit être effectué dans des conditions telles que le linge sale ne rentre pas en contact avec le linge propre.

Le titulaire doit donc organiser une séparation fonctionnelle entre les articles propres et les articles sales (cloisonnement étanche du véhicule ou double emballage des articles sales et propres).

Des contrôles aléatoires pourront être effectués par l'EnvA afin de vérifier le respect de la séparation des zones « propres » et « sales ».

Inventaire périodique

Le titulaire et le représentant EnvA procèderont, à la demande de l'EnvA, à un inventaire contradictoire de l'ensemble des articles. L'inventaire de la dotation pourra être trimestriel, semestriel ou annuel, selon les unités.

La date sera fixée d'un commun accord entre les deux parties.

Contact et référent

Le titulaire devra indiquer dans son mémoire technique le nom et les coordonnées téléphonique et courriel d'un référent ainsi qu'un suppléant. Ce référent sera le point de contact pour le suivi qualitatif et logistique des prestations ainsi que de la facturation si besoin et pour la prise en compte des réclamations

Au démarrage du marché, un échange devra avoir lieu entre les référents EnvA, le titulaire et le livreur. Au fil de l'eau et autant que de besoin, d'autres échanges pourront avoir lieu afin d'effectuer des mises au point sur la qualité de la prestation.

Accessibilité aux lieux de livraison et modalités de fonctionnement

En application de l'article 21 du CCAG-FCS, le transport des articles textiles entre les différents sites de collecte et de livraison et les ateliers de traitement du titulaire ainsi que le retour des articles textiles est assuré par le titulaire par ses propres moyens.

Par dérogation à l'article 21.2 et suivants du CCAG FCS, l'intégralité des frais relatifs au conditionnement, au transport et à la livraison par lieux d'exécution et dans chacun des départements ou services décrits en annexe 3 sera à la charge du titulaire. Les vêtements de travail et linges plats à traiter sont collectés et transportés dans des sacs, caisses ou conteneurs fournis par le titulaire.

Le titulaire accepte toute modification des sites énoncés en annexe 3 sans contrepartie financière à condition qu'elle ne change pas de manière substantielle l'exécution des prestations. Le titulaire est informé des modifications apportées par le représentant de l'EnvA au moins une semaine à l'avance.

La collecte et la livraison des vêtements de travail et des linges plats s'effectuent de manière concomitante hebdomadairement à jour et heure déterminés par accord entre les parties. La collecte et la livraison sont effectuées uniquement entre 8 heures 30 et 12 heures 30. Les fréquences de collecte et de livraison ainsi que les horaires doivent être respectés.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le référent choisi par le titulaire en informe le référent du marché représentant l'EnvA par tout moyen. Un report de collecte et de livraison peut être accordé par la personne publique. Si les articles textiles ne sont toujours pas livrés et collectés à la date concertée du report, des pénalités de retard sont appliquées.

Le personnel du titulaire (ou de ses sous-traitants) chargé de la collecte et de la livraison ainsi que les véhicules professionnels utilisés pour le transport doivent être facilement identifiables (logo) lorsqu'il se présente à l'entrée de l'établissement. Par ailleurs, dans le cadre des mesures du plan Vigipirate, le titulaire fournit une liste nominative des personnes chargées de la collecte et de la livraison ainsi que la copie de la pièce d'identité des personnes. Si la liste nominative est changée en cours de marché, l'EnvA est informé des différents changements. Si la personne n'est pas identifiée par le service de gardiennage, le véhicule est bloqué durant le temps de la vérification de l'identité du chauffeur.

Le titulaire donne à son personnel, toutes les instructions, les informations et également la formation nécessaire concernant les prestations à entreprendre, notamment pour se situer dans une démarche qualité pour respecter les délais contractuels et toutes les mesures de sécurité. Par ailleurs, il veille, durant toute la durée du marché, à ce que la tenue et le comportement de ses agents soient toujours corrects et respectueux.

Tout agent du titulaire appelé à intervenir sur le site de l'EnvA qui serait la cause de plaintes doit être remplacé par le titulaire lors de la livraison/collecte suivante.

Enfin, le titulaire doit assurer sur le site de l'EnvA, le strict respect du code de la route, des lois et règlements en vigueur sur les conditions de travail et la main d'œuvre étrangère.

Suivi du marché

Dès la notification, il sera prévu une réunion de lancement avec le référent, un membre de la direction et les services utilisateurs du marché.

Dans le cadre de la bonne exécution du marché, il sera prévu à chaque reconduction du marché, une réunion entre le fournisseur et le référent sera prévue.

Dans le cadre de l'amélioration de la performance de l'exécution du contrat, le titulaire devra fournir, une évaluation de la part du référent et des utilisateurs du marché de l'expérience client. Partant de ces résultats un plan d'amélioration devra être proposé au pouvoir adjudicateur le cas échéant.

C. GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE

En cas de jour férié tombant le jour de la collecte et de la livraison, le titulaire doit informer, au préalable le référent du marché représentant l'EnvA une semaine à l'avance par mail, des éventuels changements du jour de collecte et de livraison avancé ou reculé et ce changement doit obtenir l'aval du référent du marché représentant l'EnvA. Dans tous les cas, la collecte et la livraison des vêtements de travail et du linge plat est maintenue.

Dans l'hypothèse où le titulaire déciderait, en raison de ces congés annuels, la fermeture totale de son usine, cette décision ne doit pas avoir pour conséquence de suspendre la réalisation du service. La réalisation de la prestation doit être assurée, dans les mêmes conditions de prix et de délai, aux frais du titulaire, par une autre entreprise choisie par le titulaire et agréé par l'EnvA, un mois avant la date de fermeture du titulaire.

En cas de grève des personnels du titulaire et le mettant dans l'impossibilité de réaliser la prestation, le titulaire doit indiquer dans le mémoire technique les moyens permettant d'assurer la continuité du service.

D. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les stipulations de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables, sauf dérogation figurant ci-dessous.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-FCS, toute nouvelle disposition législative en matière de protection de l'environnement s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant sauf pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.

Dans la candidature, le candidat s'engagera à fournir la provenance du tissu produit ainsi que le lieu de fabrication des textiles. De plus il devra indiquer les moyens utilisés dans le transport. Par ailleurs, il s'assurera de respecter une démarche environnementale.

Le titulaire s'engagera à fournir un dossier annuel qui attestera des moyens mis en œuvre et des résultats en matière de décarbonation.

Le titulaire du marché doit définir et mettre en œuvre des mesures pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent marché. Elles seront décrites dans son offre. Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement en termes d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (part du recyclage dans le linge utilisé, livraison du linge, lessive utilisée, dépollution des eaux rejetées... ect) ou dans la livraison du linge (lieu d'exécution de confection, d'usinage et de recyclage, part de la décarbonation des camions... ect.).

Les candidats s'engageront à fournir tout élément lié à la démarche environnementale, comptant dans la notation.

IV - VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

A. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Concernant la vérification quantitative, le titulaire fournit hebdomadairement les inventaires du linge sale collecté et du linge propre livré.

En cas d'absence de concordance ou de litige entre le linge donné la semaine précédente et celui revenu la semaine suivante, une réclamation est adressée au titulaire et une réponse devra être apportée par le titulaire dans les 48 heures à compter de la réception de la réclamation. Ce dernier doit désigner une ou plusieurs personnes chargées de répondre aux difficultés rencontrées dans l'exécution du marché. Le titulaire fournit, à cette fin, leurs coordonnées. Lorsqu'au terme d'un délai de 48 heures à compter de la réception du courriel par le titulaire, ce dernier n'a toujours pas donné suite aux diverses réclamations, des pénalités sont appliquées.

Les vérifications qualitatives des vêtements de travail et du linge plat sont effectuées au moment de la livraison par le personnel chargé de la réception. Les constatations qui peuvent intervenir lors des opérations de vérification qualitative sont transmises par la personne publique au titulaire.

L'EnvA se réserve le droit de retirer de la dotation tout vêtement de travail ou linge plat présentant une usure abusive ne permettant pas la poursuite de son utilisation.

B. ADMISSION ET AJOURNEMENT

Les vêtements de travail et linge plat qui ne font pas l'objet d'observations particulières sont admis.

Dans le cas où des observations sont apportées, il convient de distinguer les cas suivants :

1. Si l'état du vêtement de travail ou du linge plat est inapproprié à son utilisation du fait du porteur, le titulaire doit, à la demande de l'EnvA, remplacer à neuf l'article textile. Dans le cas où le linge est rendu

avant le terme de 12 mois à compter de sa livraison, ce remplacement est à la charge de l'EnvA. Le prix consiste en la valeur de référence définie en annexe financière. Dans les autres cas de constat de l'état inapproprié des textiles, la demande par l'EnvA de leur remplacement à neuf est à la charge du titulaire. Si le titulaire livre des articles textiles d'occasion, ceux-ci sont rejetés par le référent du marché représentant l'EnvA et le titulaire remplace immédiatement les articles textiles d'occasion par des articles neufs. Si le titulaire livre des articles textiles d'occasion, ceux-ci sont rejetés

2. En cas de discordances constatées lors de la livraison entre les indications inscrites sur le bordereau de réception et la réalité de la livraison, le paiement est soit suspendu soit refusé définitivement et, dans ce dernier cas, la prestation n'est pas facturée ;
3. En cas de dégradation des vêtements de travail dont l'EnvA est propriétaire, le titulaire indemnise l'EnvA en fonction de la valeur de référence de l'article textile équivalent établie par le titulaire. A cette valeur de référence, est appliqué le barème dégressif prévu au VIII B.

C. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux L2194-1 et D2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

1-modification interne à l'entreprise

Le présent marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire au pouvoir adjudicateur et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de dix jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

-Changement de dénomination du Titulaire ;

-Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;

-changement de coordonnées bancaires.

2-modification en cours d'exécution

Pendant la durée du marché :

En raison des fluctuations des effectifs, le stock mis à disposition peut être modifié à tout moment sur demande de l'EnvA.

V – INVENTAIRES ET MODALITES D'INDEMNISATION DU TITULAIRE

La référence est le stock de vêtements ou de linge plats fournis en début de marché éventuellement modifié en cours de marché.

Si, en cours de marché, la personne publique décide de ne pas renouveler le marché au-delà de sa date anniversaire, il est appliqué les mesures suivantes :

- aucune indemnité ne sera due au titulaire pour les articles textiles non spécifiques ;
- pour les articles personnalisés par l'ajout d'un logo de l'établissement, une indemnité est versée en fonction d'un barème dégressif décrit au VIII B ci-dessous et de la valeur de référence indiquée dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement.

En fin de marché, pour les vêtements ou linges plats constatés manquants donnent droit à indemnisation du titulaire par application d'un barème dégressif décrit ci-dessous et de la valeur de référence indiquée dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement.

VI- AVANCE

L'avance pourra être versée dans les conditions prévues aux articles R2196-16 et suivants du code de la commande publique. Le titulaire peut renoncer à l'avance.

VII - PRIX DU MARCHÉ

A. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

L'unité monétaire du marché est l'euro.

La partie contractuelle est uniquement la partie unitaire des locations ainsi que la partie concernant la maintenance préventive des solutions de casiers automatique.

Les prix de la location - blanchissage des vêtements de travail et de linge plat sont des prix unitaires. Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges frappant les articles, leur emballage et leur transport jusqu'aux lieux de livraison ;
- les prestations principales à savoir la location et le nettoyage des articles textiles ainsi que les prestations complémentaires demandées.

Les prix des articles textiles seulement soumis au blanchissage sont unitaires et sont appliqués aux quantités réellement livrées. Ils sont également réputés comprendre toutes les charges frappant les articles, leur emballage et leur transport jusqu'aux lieux de livraison.

Les prix sont révisables annuellement. Le titulaire informe, un (1) mois au plus tard avant la date anniversaire du marché, l'EnvA de la variation de ses nouveaux tarifs par tout moyen permettant d'attester une date certaine.

Dans le cas où le titulaire ne communiquerait pas à l'EnvA les nouveaux tarifs dans les délais demandés ci-dessus, les tarifs initiaux ou de la période précédente sont reconduits d'office durant la nouvelle période d'exécution.

Les prix sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * [0,85 \times (\text{identifiant } 001763969_n / 001763969_0)]$$

P étant le prix révisé

P₀ étant le prix initial indiqué à l'acte d'engagement

Identifiant 001763969₀ : étant la valeur de l'indice INSEE prix à la consommation/ nettoyage, réparation et entretien d'articles d'habillement, valeur de référence prise au mois d'établissement du prix (mois de la notification)

Identifiant 001763969_n : étant la valeur de l'indice INSEE prix à la consommation/ nettoyage, réparation et entretien d'articles d'habillement, dernière valeur connue de l'index de référence à la date anniversaire du marché.

Disparition de l'indice :

Dans le cas de disparition de l'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication sera de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par voie d'avenant après accord de chacune d'entre elles.

Le soumissionnaire indique dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement s'il est appliqué un coefficient de mensualisation.

B. VARIATIONS DANS LES PRIX

Le prix est révisable à la date anniversaire du marché. Toutefois, l'augmentation résultant de la révision de prix n'est pas supérieure à 3% du prix initial ou révisé de l'année précédente.

VIII - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

A. ACOMPTE

Aucun acompte n'est versé au titulaire.

B. FACTURATION

Présentation des factures

Les factures sous format dématérialisé sont adressées obligatoirement à l'EnvA par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse [HTTPS://chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr). Il est possible de transmettre les factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant les données de facturation ou encore en déposant les fichiers PDF.

Les factures afférentes aux marchés servent de pièces justificatives au paiement. Elles doivent respecter les règles de la comptabilité publique. Par ailleurs, les factures doivent être libellées dans des termes compréhensibles pour un non initié afin que la réalisation des prestations inscrites dans la facture puisse être vérifiée sans difficulté.

Les factures sont établies en un original et deux (2) copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, n° Siret, n° de TVA intracommunautaire et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date d'établissement de la facture ;
- La date de la réalisation de la prestation effectuée ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation réalisée, éventuellement ajusté ou révisé;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC de la prestation réalisée ;
- Le numéro du marché soit S732024;
- Le montant total TTC de la prestation réalisée ;
- Le Numéro d'engagement juridique ;
- Le lieu d'exécution de la prestation.

Le titulaire établit autant de factures que de comptes ouverts à l'EnvA. Chaque facture doit être détaillée de manière nominative et par département et service. Un code service (compte ci-dessous) doit être obligatoirement renseigné sur CHORUS.

Il s'agit des comptes suivants :

- ❖ L'Hôpital des animaux de compagnie (CHUVA);
- ❖ Le Biopôle
- ❖ Le DSBP ;
- ❖ La Plateforme de Recherche BioMédicale (PRBM) ;
- ❖ Le CHUV Animaux de production
- ❖ DPASP
- ❖ Service hygiène et sécurité

Périodicité

Les factures correspondant à l'exécution du présent marché sont émises par compte et mensuellement.

Adresse de facturation

Les factures sont adressées impérativement de manière dématérialisée.

En cas de besoin le service facturier dépense de l'agence comptable peut être joint à l'adresse suivante : servicefacturier@vet-alfort.fr.

La saisie du n° d'EJ, du n° de marché et du code service qui figurent sur le bon de commande devront être obligatoirement saisis par le titulaire lors du dépôt de facture sur le portail Chorus Pro.

L'absence de ces références entraînera automatiquement l'impossibilité pour le titulaire de déposer sa facture sur le portail.

Par ailleurs, des références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part du service facturier dépense à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

Indemnisation du titulaire en cas d'articles manquants et de non renouvellement du marché en cours par l'EnvA

Pour l'absence de restitution des articles textiles, l'indemnisation du titulaire est calculée de la façon suivante :

Il est pris en compte d'une part, de la valeur de référence HT unitaire, révisée le cas échéant, indiquée par le titulaire pour chaque article textile dans l'acte d'engagement, laquelle est multipliée par la quantité perdue. Le résultat obtenu est affecté du pourcentage correspondant au barème dégressif d'imputation sur 4 ans défini ci-après :

Durée d'utilisation	Valeur de renouvellement
0 à 6 mois	100%
7 à 12 mois	80%
13 à 18 mois	50%
19 à 24 mois	25%
15 à 36 mois	20%

Lorsque l'EnvA décide de ne pas renouveler le marché au-delà de sa date anniversaire et seulement pour les vêtements de travail affectés du logo de l'EnvA, le titulaire est indemnisé en tenant compte de la valeur de référence HT unitaire, révisée le cas échéant, indiquée par le titulaire pour chaque article textile dans l'acte d'engagement à laquelle on applique le pourcentage correspondant au barème dégressif d'imputation indiqué ci-dessus.

C. MODE DE PAIEMENT

Le mode de règlement exclusif du présent marché est le virement administratif.

D. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la direction des Affaires Financières de l'EnvA (adresse de facturation indiquée ci-dessus). Le titulaire du marché ne peut se prévaloir d'un retard de paiement par l'EnvA imputable à un mauvais libellé de la facture.

Conformément à l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, la suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception par la direction des Affaires Financières de la totalité de ces éléments ou d'une nouvelle facture ou d'un avoir, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Le délai de paiement peut être interrompu en application des articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

E. INTERETS MORATOIRES

En cas de dépassement du délai global de paiement par l'EnvA, le titulaire est en droit d'exiger des intérêts moratoires calculés conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

IX PENALITES ET ABSENCE DE REALISATION DE LA PRESTATION

A PENALITES APPLICABLES AU REGARD DE L'EXECUTION DU MARCHE

Par dérogation au CCAG FCS, des pénalités sont fixées à :

- 200€ HT par semaine non collectée sauf force majeure ou autorisation par l'EnvA;
- 50 € HT par jour et par armoire en cas de réparation non réalisée.
- 150€ HT par jour de retard pris dans la livraison des articles textiles neufs ;
- 150€ HT au bout de 48H pris dans la réponse à une réclamation de l'EnvA ;
- 150€ HT par semaine de retard en cas de non-respect du délai de nettoyage ;
- 50€ HT par jour de retard à compter de la réclamation de la part de l'EnvA pour défaut de fonctionnement du système de traçabilité.
- 25 € HT par anomalie constatée du non-respect de la séparation du linge propre et du linge sale lors du transport de notre linge.
- 50 € HT par semaine pour non-réapprovisionnement ou réapprovisionnement insuffisant de sac pour conditionner le linge sale.
- 20 € HT par anomalie constatée d'un linge propre livré (sans film plastique, mal plié, taché...)
- 20 € HT par anomalie constatée sur la livraison d'un mauvais point lingerie ou dans la livraison d'un mauvais casier.

B PENALITES APPLICABLES AU REGARD DU TRAVAIL DISSIMULE

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, la pénalité applicable est fixée à 200 euros par jour de travail dissimulé.

C ABSENCE DE REALISATION DE PRESTATION

En cas d'absence de prestation, l'EnvA peut faire appel à un autre prestataire. Le coût de cette intervention incombe alors au titulaire du marché. Cette déduction vient en déduction d'une facture ou constitue un avoir.

X – ASSURANCES

Le titulaire doit justifier, dans les 8 jours suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

XI - RESILIATION DU MARCHE

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire ne pourra avoir droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, en dérogation des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. De même, conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le marché peut être rompu sans indemnité lorsque le titulaire n'apporte pas, suite à une mise en demeure du pouvoir adjudicateur, la preuve, dans un délai de deux mois, de sa mise en conformité vis-à-vis de la réglementation en matière de travail dissimulé.

XII- DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout litige résultant de l'application des stipulations du présent marché sera de la compétence du Tribunal Administratif de Melun.

XIII - DEROGATIONS AU CCAG FCS

L'article IX en dérogation à l'article 14 du CCAG FCS

Article du présent CCP	Déroge à l'article du CCAG FCS	Objet
Article IX	14.3	Pénalités
Article XI	42	Résiliation du marché